TRAVAILLEURS IMMIGRES EN LUTTE

mensuel de l'Organisation Communiste Révolutionnaire Internationaliste d'Algérie

. 1,50 fr

N° 35

15 octobre - 15 nov. 1979

ETAT ALGERIEN ET IMMIGRATION

LES TRAVAILLEURS NE DOIVENT COMPTER QUE SUR EUX-MÊMES !

ALGERIE :

QUELLE POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE VIS-A-VIS DES SYNDICATS ?

POINTS DE VENTE

Librairie du Tiers Mythe : 21 rue Cujas, 5ème.
Librairie Arabe : 2 rue St Victor, 5ème.
Librairie Rouge : 10 impasse Guéménée, 4ème.
Présence Africaine : 16 rue des Ecoles, 5ème.
L'Harmattan : rue des 4-Vents, 6ème.
Beaux-Arts Monde : 410 rue Gay-Lussac, 6ème.
Lib. "Le temps des cerises" : 16 rue Gustave Simon, 54000 NANCY.
Librairie 33 : rue St James, BORDEAUX.
Librairie Quotidienne : 5 rue du Félibre-Gaut, 13100 AIX-EN-PROVENCE.
Librairie 71 : 29 rue Jean Jaurès, 44 NANTES.
Librairie LIRE : rue Sainte, MARSEILLE.

POUR TOUTE CORRESPONDANCE,
S'ADRESSER A :

T.I.L.
29 rue Descartes
75005. PARIS.
(Ne spécifier que T.I.L.)

CONDITIONS D'ABONNEMENT :

- 32 Fr l'année, en timbres postes (16 Fr de mensuel + 16 Fr de frais d'envoi).
- Pour l'étranger : écris-nous.

NOUS VOUS RAPPELONS QUE NOUS NE POUVONS PAS ACCEPTER LES CHEQUES NI LES MANDATS.

SOMMAIRE

IMMIGRATION :
p 3, 4 : Garges : 3000 personnes contre les lois anti-immigrés.
p 4 : Le racisme du PCF.
p 5,6,7 : Etat algérien et immigration : les travailleurs ne doivent compter que sur eux-mêmes !
p 8 : CTA : Ne pas entretenir les illusions des travailleurs.

ALGERIE
p 9,10,11 : La répression s'étend.
p 12,13,14,15, 16,17 : Quelle politique révolutionnaire vis-à-vis des syndicats?

INTERNATIONAL
p 18,19 : CAMBODGE : la barbarie du capitalisme.
p 19,20 : CENTRAFRIQUE : l'impérialisme français aux commandes !

GARGES

3000 personnes contre les lois anti-immigrés !

Le rassemblement contre les lois Stoléru, Bonnet-Barre, du 29 septembre de Garges-les-Gonesses, a rassemblé environ 3000 personne, à l'appel du Comité de Coordination des foyers en lutte, d'organisations de juristes et de nombreuses sections syndicales CGT, CFDT et FO.

Le succès de cette initiative positive n'a pas été total vu le nombre d'organisations et de sections syndicales qui y ont participé (une quarantaine) ; ça n'a pas été non plus un échec si l'on a à l'esprit l'isolement profond des luttes de travailleurs immigrés. Soulignons aussi que le comité de coordination des foyers abandonne un peu son" apolitisme" en participant à ce rassemblement et en étant un des principaux organisateurs. Positive aussi était la plate-forme de ce rassemblement qui, en opposition aux bureaucraties syndicales et partis de gauche, reconnaissait le CCFL, affirmait la nécessité de développer la solidarité avec les grèvistes et leurs revendications, et surtout soulignait l'urgence d'impulser des luttes sur les lieux de travail et de préparer un mouvement national pour l'automne 1979.

Peu de travailleurs immigrés ont cependant participé à ce rassemblement. Si les expulsions, les rafles et la répression croissante contre eux expliquent en partie cette absence, il reste que le comité de coordination et les autres organisations à l'initiative de cette manifestation ne lui ont pas suffisamment fait de publicité dans les foyers, quartiers immigrés, etc..

L'absence totale des habitants de la cité entourant le foyer de Garges souligne aussi la difficulté d'entrainer les travailleurs français dans une lutte contre la division de la classe ouvrière. Mais c'est bien le sabotage de la grève par les bureaucraties syndicales et partis de gauche qui demeure la cause principale de cette passivité.

Le maire de Garges-les-Gonnesses a annoncé qu'il désirait construire une école sur le terrain vague qu'occupent les résidents : une façon de leur enlever tout moyen de pression pour obtenir leur réintégration dans le foyer. Le PS, qui clamait démagogiquement son soutien, n'était bien sûr pas à la manifestation...

L'Union régionale parisienne CFDT, perdant espoir de dévoyer les buts de ce rassemblement , a fini par ne pas y appeler, engageant même les structures de son organisation à refuser toute participation à la manifestation du 29 septembre, et promettant une "grande mobilisation" pendant la semaine d'action (bidon) qui débutera le 15 octobre. L'Union départementale du Val d'Oise CGT a même appelé ses syndicats à "demeurer vigilants pour éviter toute provocation" !

.../...

Malheureusement pour ces valets de la bourgeoisie, une quarantaine de sections syndicales de Paris, Longwy, Dunkerque, etc.. ont quand même appelé à cette manifestation, où l' on a d'ailleurs entendu des propos très durs de syndicalistes de base contre leurs directions. Cette présence importante de syndicalistes de base montre qu'un courant, très faible pour l'instant il est vrai, se préoccupe du sort de leurs frères de classe, les travailleurs immigrés.

En ce qui concerne les organisations d'extrême-gauche (plus nombreuses cette fois-ci), elles demeurent absentes lorsqu'il s'agit de construire non en paroles mais en actes l'unité de la classe ouvrière contre la bourgeoisie. Lutte Ouvrière, qui n'a à notre connaissance pas appelé à la manifestation, a fait le gigantesque effort de publier... un communiqué du CCFL ! La LCR au contraire signait l'appel. Cette organisation dit se préoccuper de la lutte des foyers Sonacotra et de la riposte aux attaques anti-immigrés. Mais à en juger par la présence de ses militants au rassemblement, c'est plutôt une préoccupation j urnalistique !

Ne pas engager des forces importantes pour construire l'unité de la classe ouvrière, lutter contre le racisme, briser les lois Stoléru, etc..., revient à terme à cautionner la politique de sa propre bourgeoisie. Les plus importantes organisations soi-disant internationalistes (LO et la LCR) prennent ce chemin...

Le racisme du PCF

"Non aux foyers d'immigrés" ! : c'est l'affiche qui s'étalait partout dans la ville de Levallois. La municipalité communiste s'est opposée en ces termes à la construction d'un foyer Sonacotra de travailleurs immigrés sur les terrains de l'atelier Sopac maintenant liquidé. Elle a pour cela tenu un référendum de toute la population levalloise, l'appelant à se prononcer plutôt pour la construction d'une entreprise "créative d'emplois et non polluante" ! Et 98 % des voix se sont opposées effectivement à la construction du foyer.

Il est certain que cette décision contribuera à diviser encore plus profondément les travailleurs français et immigrés de la région. Encore un coup dont la classe ouvrière ne sera pas quitte envers le PCF !

Etat algérien et immigration :

les travailleurs ne doivent compter que sur eux-mêmes !

La volonté de l'Etat français d'expulser toute une partie de l'immigration ouvrière ne fait pas de doute. Représentant une population d'environ 800 000 personnes aujourd'hui (843 806 en janvier 1977) dont près de 400 000 travailleurs, les Algériens, composante importante de l'immigration, sont directement visés. 350 000 d'entre eux ont reçu des cartes de séjour d'un an après l'expiration de celles de 10 ou 15 ans qu'ils possédaient. Ce n'est qu'un répit, qui reporte l'échéance d'une éventuelle expulsion à 1980.

Un certain nombre de travailleurs immigrés algériens espèrent que "leur" gouvernement interviendra auprès de l'Etat français, sinon pour permettre le prolongement de leur séjour en France, du moins pour que leur retour soit moins humiliant. Parfois, cet espoir se joint à la colère devant la "passivité" des responsables algériens. Dans le fond, ils pensent que l'Etat algérien pourrait défendre "ses" travailleurs. C'est à cette préoccupation que nous voulons répondre.

- L'Etat algérien a tout intérêt à ne pas résorber l'immigration.

Les intérêts de l'Etat algérien pour le maintien de l'immigration sont très importants :

. C'est d'abord une importante source de devises. En effet, le montant des transferts d'argent d'ouvriers vers leur famille, de commerçants, celui des allocations familiales perçues sur le territoire d'origine, représentaient il y a 10 ans l'équivalent en devises de 1,5 milliards de DA. Bien que ce chiffre ait aujourd'hui baissé des 2/3, la bourgeoisie algérienne ne perd pas l'espoir de le réhausser : et pour cause ! Ces envois représentaient sa seconde source de devises après les hydrocarbures...

. C'est aussi un moyen de résoudre conjoncturellement une partie du chômage. L'émigration est un facteur d'apaisement social en Algérie. Elle permettait, avant son interruption, d'éloigner un certain nombre de chômeurs (le contingent annuel d'émigrés vers la France était de 25 000 personnes). Le retour précipité de plusieurs centaines de milliers de travailleurs serait catastrophique pour la bourgeoisie algérienne. Le chômage touche plus d'un million et demi de travailleurs (2,4 millions selon certaines sources). Il serait considérablement augmenté. De même, la crise du logement déjà aigue s'accentuerait de façon extraordinaire. De 1960 à 1978, les constructions entreprises n'ont permis que de maintenir le "parc" existant, alors qu'entre 1960 et 1978, la population algérienne (émigration comprise : environ 900 000 personnes en 1976) a doublé ! Le manque de logements peut être évalué à 800 000 ! Accroissement extraordinaire du chômage, accentuation dangereuse d'une crise du logement déjà dramatique, voilà ce qui rend nécessaire pour la bourgeoisie l'éloignement de près de la moitié du prolétariat algérien.

.../...

. Un moyen enfin d'amortir la crise des exploitations agricoles. L'émigration permet en effet d'entretenir une masse considérable de paysans pauvres en Algérie même. Elle empêche l'accroissement de l'exode rural déjà important : on estime à plusieurs dizaines de milliers les exploitations agricoles qui doivent leur survie au soutien monétaire des émigrés. Elle permet d'entretenir également nombre de chômeurs en Algérie. Les structures familiales encore fermées autant par le poids des traditions que par celui des nécessités de survie, font que les parents ou adolescents sans emploi sont pris en charge par la famille. Les tensions sociales et les risques d'explosion sont ainsi fortement atténués ou contenus. La wilaya de Tizi-Ouzou où le flux migratoire vers l'étranger est le plus fort (25 % des immigrés en France viennent de cette wilaya), est à cet égard un bon exemple : 1 "actif potentiel" sur 3 est en France, et 1 sur 4 au chômage en Algérie, sans que cette wilaya ait connu plus d'explosions sociales que le reste de l'Algérie.

- Une décision démagogique, de l'Etat bourgeois algérien.

Dans cet ordre d'idée, la décision par la bourgeoisie algérienne d'arrêter l'émigration en septembre 1973 n'a jamais eu pour cause l'intérêt fondamental des travailleurs. N'oublions pas que cette décision intervenait pendant une période très troublée en France : la vague de racisme, suscitée par le gouvernement français à la suite de la nationalisation du pétrole par l'Etat algérien et la fin du monopole français, atteignait des centaines de travailleurs immigrés, multipliant les attentats et les hostilités contre les Algériens.

On assista cette année-là à d'importantes manifestations en France, rassemblant des dizaines de milliers de travailleurs immigrés et français contre cette montée du racisme, à de multiples grèves de la faim pour obtenir des papiers et même à une grève nationale à laquelle les travailleurs immigrés participèrent en masse. On peut dire que ces évènements poussèrent l'Etat algérien à faire un geste (l'arrêt de l'émigration), - geste qui ne lui coûta pas grand'chose, puisqu'à peine quelques mois plus tard, la bourgeoisie française décidait elle-même d'interdire toute immigration vers la France ! Une masse de travailleurs algériens étaient ainsi privés de leurs seules ressources possibles, sans que les bourgeois algériens aient résolu le moins du monde le chômage et la misère en Algérie !

- Les travailleurs ne doivent compter que sur eux-mêmes !

Aujourd'hui, face aux menaces très concrètes de la part de la bourgeoisie française d'expulser des milliers de travailleurs immigrés, et notamment algériens, la politique adoptée par l'Etat algérien sera avant tout conforme à ses intérêts économiques et politiques : certes, la bourgeoisie française, avant d'expulser massivement les travailleurs algériens, devra tenir compte des alliances de coopération économiques qu'elle a conclus avec l'Algérie, et de ses échanges commerciaux qui sont en bonne voie avec Alger (la Sonatrach a associé ces dernières années la Compagnie Française des Pétroles à son programme.; un important contrat a été signé avec Technip-Geoproduction pour la construction de GNL3, et pour la rénovation et l'entretien des gisements de pétrole ; l'Etat français pourrait acheter en 1980

.../..

d'importantes quantités de gaz naturel algérien; dans le programme de construction de I00 000 logements par an, I5 % des travaux environ seraient confiés à des entreprises françaises ; etc...).

Mais dans ce véritable monnayage de la répression contre les travailleurs immigrés, la bourgeoisie algérienne sera obligée elle aussi de tenir compte de la volonté manifeste de l'Etat français de réduire considérablement le nombre de travailleurs étrangers. On sait aujourd'hui que les effectifs de l'immigration ouvrière sont passés de I 900 000 en I977 à I640 000 en I979, soit I30 000 départs par an ! Passons sur l'arsenal judiciaire et policier énorme que la bourgeoisie prépare pour des expulsions massives à venir.

L'Etat algérien continuera donc à "réinsérer" sélectivement les travailleurs les plus qualifiés qu'il pourra utiliser dans les entreprises nationales. Cependant, ce retour s'effectue actuellement au rythme de I000 à 2000 personnes par an (et passerait selon certains journalistes prochainement à 6000). On mesure donc l'ampleur des différends entre les 2 bourgeoisies sur ce terrain, lorsqu'on sait qu'environ 50 000 travailleurs algériens seront contraints en I980 de retourner dans leur pays !

Bref, dans cette affaire, on peut dire que les sue 2 bourgeoisies joueront avant tout leur propre carte, leurs propres intérêts. Et ce seront les travailleurs immigrés qui, de toutes façons, feront les frais de cette transaction . Un compromis peut se dessiner entre les deux Etats, où la partie française accepterait de diriger sa répression sélectivement vers les autres composantes les plus faibles de l'immigration ouvrière, tandis que la partie algérienne admettrait l'expulsion déguisée d'une partie des travailleurs algériens et en supporterait le poids économique et politique. Cela amènerait sans doute l'Etat algérien à renforcer l'encadrement des travailleurs algériens émigrés, soit par l'intermédiaire de ses propres organismes à l'étranger (essentiellement l'Amicale des Algériens en Europe, qui comme à avoir une influence plus grande), soit par la collaboration étroite des syndicats (CGT,CFDT, FEN) et partis de gauche, de façon à briser la résistance des ouvriers immigrés, comme cela se passe déjà ectuellement à une moindre échelle. La bourgeoisie algérienne, comme moyen plus efficace de pression, pourrait même tenter d'utiliser et de récupérer des luttes ouvrières (comme celle de la Sonacotra, ou d'autres), en leur accordant un soutien formel ou actif pour menacer la bourgeoisie française.

Deux choses restent néanmoins certaines : jamais l'Etat français ne pourra se passer totalement d'immigration, pas plus que l'Etat algérien ne pourra supporter le retour massif tout à fait improbable de toute l'immigration algérienne (environ 500 000 ouvriers, près d'un million de personnes en comptant les familles !). La classe dominante algérienne, quant à elle, se battra toujours avant tout pour ses profits et intérêts, même si pour cela des dizaines de milliers de travailleurs, émigrés ou non, doivent en faire les frais !

La seule alternative pour les travailleurs est de s'organiser en un parti fort et efficace, capable de s'opposer à l'exploitation menée par leur bourgeoisie !

Ne pas entretenir les illusions des travailleurs

Dans une lettre qu'il adresse à toutes les organisations algériennes, ainsi qu'à des groupes maghrébins ou "immigrétistes" français, le CTA (Comité des travailleurs algériens), déplore que l'on ne connaisse pas "la position de notre gouvernement dans les négociations qui vont s'ouvrir avec la France" (lettre datée de juin 1979), sur la main d'oeuvre immigrée.

Une pétition du même comité exige du gouvernement "des réponses claires" et demande, entre autres : "Quels moyens le gouvernement algérien entend se donner pour imposer au moins la reconduction des accords de 1968 et garantir nos droits au séjour, au travail, au regroupement familial et à la sécurité de tous les ressortissants algériens en France".

Cette pétition devait être portée au consul d'Algérie au cours d'une manifestation qui s'est produite le 16 juin 1979.

Il nous semble, contrairement au "CTA", que l'Etat algérien a une politique tout ce qu'il y a de plus claire vis-à-vis des travailleurs émigrés (comme vis-à-vis des autres d'ailleurs). Marchand d'esclaves, l'Etat algérien montre tous les jours, entre autres par le biais de l'Amicale, qu'il est contre les intérêts des travailleurs en général - et ne fait pas d'exception pour les immigrés.

Le CTA, par sa pétition, veut mettre au pied du mur l'Etat algérien ; il veut montrer aux travailleurs qui ont des illusions sur la bourgeoisie algérienne, la réalité... Malheureusement, cette "tactique" du CTA est non seulement inefficace, mais dangereuse. Elle est inefficace parce qu'on ne met pas au pied du mur un Etat bourgeois avec une pétition. Elle est dangereuse pour plusieurs raisons : le CTA renforce les illusions de certains travailleurs à propos de l'Etat algérien, en leur cachant que des "réponses claires", celui-ci les a déjà données en exploitant quotidiennement la classe ouvrière, en s'opposant militairement aux ouvriers en grève, etc... D'autre part, en laissant croire que la fonction principale de l'Etat capitaliste est de défendre "ses" travailleurs, et que jusqu'ici l'Etat algérien ne s'en est pas suffisamment préoccupé !

Ce n'est pas par de telles "mises en demeure" que le CTA défendra les travailleurs, ni en leur cachant la vérité, - pas plus d'ailleurs que par une multiplication de pétitions au gouvernement algérien -, mais en dénonçant systèmatiquement les exactions des exploiteurs, et en affrontant la bourgeoisie sur le terrain de classe des travailleurs, dans les usines et sur les chantiers !

ALGERIE

A bas la répression et le renforcement de la police !

La campagne "d'assainissement et de lutte contre les fléaux sociaux" engagée le 2 septembre à Alger s'est étendue à toutes les régions d'Algérie. Ses objectifs sont aujourd'hui clairs.

- Ce sont d'abord le renforcement des effectifs de police. Les forces de police (Sûreté nationale), le Darak El Watani (gendarmerie), le secteur militaire, ont été engagés dans cette opération. De nouvelles promotions de l'école de la Sûreté nationale ont été utilisées, à tel point qu'à Alger, on assiste à un véritable quadrillage policier : des brigades à chaque coin de rue, dans les grands magasins, dans tous les quartiers populeux, etc.. A Bab El Oued, la présence de chiens policiers est devenue une composante de la vie des travailleurs. El Moudjahid a même reconnu "la présence d'agents de sûreté (en civil) dans les endroits publics". Ce journal ajoute : "La psychose du policier en civil doit en effet gagner tous les parasites où qu'ils se trouvent" ! On s'imagine bien que les "parasites" ne sont autres que des prolétaires réduits à la mendicité et au chapardage pour survivre.

A Oran, le 3 octobre 1979, plus de 15 000 vérifications de papiers et 391 arrestations ont été effectuées : à Alger, des milliers de contrôles d'identité et plus de 1231 interpellations le 12 octobre. Rares sont les gens qui aujourd'hui ont le courage de mettre le nez dehors après 21 heures. Plus d'une fois, des familles qui avaient étendu leur linge au balcon par manque de place, se sont vues jeter leurs effets dans la rue par les flics, insultes et menaces à l'appui. En général, les livrets de famille sont saisis, et toute journée de retard pour leur récupération est sanctionnée par 80 DA d'amende. Les queues aux arrêts de bus ou de cinémas, sont à la merci des matraques des flics.

Les nouveaux flics en civil viennent en majorité de régions étrangères et la répression leur est d'autant plus facile. D'ailleurs, les responsables algériens affirment que les brigades épuisées (ou démoralisées) seront remplacées par des nouvelles : ainsi cette vaste chasse à l'homme pourrait devenir permanente, comme le clame le gouvernement.

- Il y a aussi un renforcement de l'appareil judiciaire de la

.../...

bourgeoisie. La procédure des flagrants délits, qui facilite la répression parce que plus expéditive (les gens appréhendés sont jugés dans les 48 heures) a été installée. Ainsi à Alger, du 6 au 30 septembre, plus de 981 colporteurs, marchands ambulants, chômeurs, etc... ont été condamnés à des peines allant de quatre mois à quatre ans ! plus de la moitié sera incarcérée plus de six mois ! (El Moudjahid du 4 octobre indique que 360 personnes ont été condamnées pour "vagabondage et trouble de l'ordre public"...). Le procureur général début octobre reconnaissait que "ce travail fourni équivalait à celui de 3 mois d'activité normale des juridictions" !

Enfin, et c'est le plus grave, le travail forcé va être généralisé à tous les condamnés à plus de six mois. Il est vrai que la bourgeoisie algérienne a déjà mis des prisonniers au travail pour son plus grand profit, les années passées. De 1972 à 1977, 5 millions de journées-travail leur ont été extirpées pour la construction de 5 villages "socialistes", de la grande mosquée de Constantine, du parc zoologique de Ben Aknoun et même... du ministère de la Justice à El Biar ! Des chantiers de travail de "rééducation", comme les nomme cyniquement la bourgeoisie, pour le ramassage de l'alfa et le reboisement de Saida et de Tlemcen, ont été ouverts ; d'autres seront créés dans les wilayas des Hauts-plateaux.

- Mais au-delà de ces mesures, il y a la volonté de la bourgeoisie algérienne de mettre au pas la classe ouvrière. "Assainir au-delà des rues", dit El Moudjahid pour désigner la "lutte contre l'absentéisme, la stagnation de la productivité, etc..". A Tiaret et Oum El Boregha, les jeux de cartes pendant les heures de travail ont été interdits. En même temps, le rapport de la commission sociale du FLN parle de réhabiliter le travail...

Au-delà des camps de travail, des prétextes à la lutte contre les "fléaux sociaux", il y a donc la lutte de la bourgeoisie contre le prolétariat et les classes laborieuses. Le renforcement de l'Etat bourgeois est destiné avant tout à prévenir les explosions sociales, et à mater les luttes ouvrières. On observe, mis à part des reculs momentanés, une augmentation constante du nombre des conflits dans le privé et le secteur d'Etat. Au nombre de 93 en 1973, ils étaient de 332 en 1977, dont plus du tiers dans les entreprises nationales, où la grève est pourtant interdite. Ces conflits touchent aussi davantage de travailleurs. Ainsi, après les grèves de la RSTA à Alger, celle d'une grande partie des cheminots pendant l'été 1977, le 16-17 juillet une grève nationale a secoué les PTT, secteur traditionnellement très peu combatif.

Ces luttes sont le fruit d'une crise économique importante dont on commence seulement à ressentir les effets. La bourgeoisie algérienne se rend compte que la période d'euphorie des années 72-76 est révolue. Les difficultés économiques se multiplient et faire payer la crise aux travailleurs lui apparait comme la seule solution.

Ceci d'autant plus que les perspectives pour les années à venir sont bien sombres. Le rapport juin 1978-juillet 1979 de la banque mondiale affirme que les pays du Tiers Monde auront plus de mal "à assurer leur expansion économique pendant la décennie à venir que pendant les 25 dernières années". Il ajoute que "même pour maintenir leur taux de croissan-

.../...

ce actuel, ces pays auront besoin d'apports plus importants de capitaux étrangers, tout en déployant un effort vigoureux pour résister aux pressions protectionnistes et pour stimuler la production de leur secteur agricole".

La crise s'approfondissant pousse toutes les bourgeoisies à concentrer leurs forces contre la prévention et l'écrasement des conflits ouvriers, afin de maintenir élevés leurs profits et d'imposer l'austérité aux travailleurs. Ainsi en est-il de la bourgeoisie algérienne. Gageons que les travailleurs algériens ne seront pas dupes de la répression qui s'abat sur eux !

Quelle politique révolutionnaire vis-à-vis des syndicats ?

A différentes reprises, nous avons publié dans TIL des articles polémiques se rapportant aux positions du groupe trotskyste GCR (Groupe Communiste Révolutionnaire), lié à la IVème Internationale, Secrétariat Unifié.

Nous avons en particulier rappelé l'historique des positions de cette tendance et de son soutien au FLN, et critiqué les positions du GCR sur le problème de la nature de l'Etat et de son attitude face aux nationalisations et à l'"Infitah" (TIL n° 34).

Cette fois-ci, c'est la question des syndicats et plus particulièrement l'attitude des révolutionnaires par rapport à l'UGTA que nous allons nous efforcer d'examiner.

Les positions du GCR sont très clairement affirmées dans un texte de juin 1979 publié dans son bulletin "Et Talia", dont un des intertitres est particulièrement éloquent : "Faire de l'UGTA notre instrument de combat autonome" (Et Talia, p. 2). En dépit d'analyses relativement lucides de l'attitude de la bureaucratie de l'UGTA par rapport aux diverses fractions de la bourgeoisie algérienne dans d'autres textes, nous voyons donc que la position fondamentale du GCR peut se résumer à la formule trotskyste la plus traditionnelle : "prendre la tête des syndicats".

Pour bien comprendre pourquoi cette position est radicalement fausse et extrêmement dangereuse, nous allons essayer de procéder à une brève analyse de la nature de l'UGTA en essayant de relier cette question au problème plus général de la fonction des syndicats dans les Etats comparables à l'Algérie dans la période actuelle.

- L'intégration des syndicats à l'Etat.

Dans un des derniers textes écrits avant sa mort, ("Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste") Trotsky constatait un phénomène d'une importance capitale : la tendance de tous les syndicats à s'intégrer à l'Etat, et ce quelle que soit leur coloration politique officielle :

"Ce processus est également caractèristique pour les syndicats neutres, sociaux-démocrates, communistes et anarchistes. Ce fait indique que la tendance à fusionner avec l'Etat n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions sociales communes à tous les syndicats".

A elle seule, cette constatation nous indique que la nature de l'UGTA, ses liens avec l'appareil d'Etat algérien ne sont pas le fruit d'une "mauvaise politique" de ses dirigeants ou d'une simple "main-mise" de l'Etat sur cet organisme pour en "priver" les travailleurs, comme le laissent entendre de nombreux écrits du GCR.

Néanmoins, ce texte écrit par Trotsky en 1939 dans une période

.../...

qu'il considérait à tort comme pré-révolutionnaire, est évidemment tout à fait insuffisant pour bien comprendre le rôle d'un syndicat comme l'UGTA aujourd'hui. Nous devons prendre en effet en considération deux éléments particulièrement importants :

- L'apparition d'une période de prospérité du capitalisme d'une trentaine d'années après la seconde guerre mondiale contrairement à tous les pronostics de Trtosky.
- La fusion du capital avec l'Etat dans de nombreux pays dont l'Algérie:

Le "capitalisme d'Etat" - problème que Trtosky n'a ni compris ni prèvu dans la mesure où il n'a pas compris la nature bourgeoise de l'Etat russe après la contre-révolution stalinienne. Bien que le GCR reconnait et reste sur les positions trotskystes "orthodoxes", nous pensons pouvoir discuter de cette question avec ce groupe, puisqu'au moins en ce qui concerne l'Algérie, le GCR reconnait l'existence d'un "capitalisme d'Etat". (Ce qui est en contradiction avec les positions trotskystes que nous n'albns pas étudier ici).

La période de prospérité du capitalisme qui s'est écoulé depuis la seconde guerre mondiale a vu d'une part s'accentuer la tendance générale à l'intégration des syndicats au système capitaliste, d'autre part cette prospérité a engendré également une contre-tendance, du moins dans les Etats capitalistes les plus développés ; cette prospérité a en effet permis aux capitalistes d'accorder une relative autonomie aux bureaucraties syndicales dans un Etat par exemple comme la France. C'est-à-dire que l'intégration s'est faite par le financement d'innombrables postes de bureaucrates, la gestion d'oeuvres sociales, etc... mais pas par la main-mise directe de l'Etat sur l'appareil syndical.

Cette prospérité a donc dans les Etats développés reporté l'alternative exposée par Trotsky : destruction des syndicats ou leur transformation en simple police bourgeoise dans la classe ouvrière. C'est d'ailleurs cette marge de manoeuvre qui a permis aux bureaucraties syndicales de conserver une certaine crédibilité auprès d'une partie de la classe ouvrière.

Il en a été très différemment par contre dans les Etats prétendument "socialistes" d'Europe de l'Est ou dans des Etats comme la Chine, le Vietnam, l'Algérie. Dans ces Etats, le problème était pour la bourgeoisie de procèder à une accumulation primitive fondée sur une exploitation féroce de la classe ouvrière comme de la paysannerie pour essayer de se donner une base industrielle susceptible d'asseoir sa puissance. Il ne pouvait donc être question d'accorder une véritable autonomie à la bureaucratie syndicale, de lui permettre de jouer un jeu indépendant en s'appuyant sur la classe ouvrière. Les classes dominantes de ces Etats, comme d'une manière générale les bourgeoisies des Etats dits sous-développés, n'ont pas les moyens de se payer le luxe d'une bureaucratie syndicale indépendante .

De fait en Algérie, l'achèvement de la normalisation de l'UGTA en 1969 (constatée par le GCR) a signifié sa transformation complète en fraction de l'appareil d'Etat.

On peut donc dire que dans les Etats "capitalistes d'Etat", la tendance à la fusion des syndicats dans l'Etat a atteint son point extrême. Néanmoins, cela ne signifie pas contrairement à ce que pensait Trotsky, "l'adaptation à la propriété privée" (pris dans le sens de la propriété individuelle des capitaux), mais l'adaptation au capitalisme d'Etat.

.../...

Dans les Etats sous-développés plus directement soumis au capital privé comme la Tunisie, la Côte d'Ivoire, la Corée du Sud, etc... les syndicats ont tendance (comme le constatait Trotsky) à défendre les intérêts de l'impérialisme. Si leur bureaucratie peut formellement être plus distincte de l'appareil d'Etat, leur marge de manoeuvre demeure faible, comme on a pu le constater lors de la répression qui s'est abattu sur certains dirigeants de l'UGTT en Tunisie quand Achour a tenté de s'appuyer sur le mouvement ouvrier pour jouer sa propre carte.

- Infitah et bureaucratie syndicale.

La situation pourrait-elle changer ? La bureaucratie syndicale pourrait-elle s'autonomiser à la faveur d'une politique de "libéralisation" (au sens bourgeois) de l'économie ? C'est le problème que pose le GCR qui écrit dans son numéro de février 1979 :

" On peut penser que l'UGTA peut engager un processus d'autonomisation à l'égard du pouvoir et devenir de plus en plus un cadre de combat pour les travailleurs".

D'une façon générale, on peut constater dans les Etats comparables à l'Algérie qui ont connu une certaine évolution vers la privatisation de l'économie, une tendance à une indépendance plus grande des syndicats par rapport au pouvoir. C'est le cas par exemple en Yougoslavie, en Egypte et dans une moindre mesure en Hongrie. Cette autonomisation (tout de même fort limitée) est jugée nécessaire par le pouvoir pour compenser certains excès de l'inégalité sociale, de la férocité de la bourgeoisie privée. (D'ailleurs en Algérie, la fraction étatique de la bourgeoisie a largement utilisé l'UGTA pour contrer les vélléités de la bourgeoisie privée). Il est donc possible qu'on assiste au même phénomène en Algérie, mais ce n'est nullement certain : le pouvoir peut également accorder une autonomie aux entreprises et aux bourgeois privés individuels, tout en s'efforçant de contrôler aussi étroitement que possible l'UGTA ; l'affaire n'est pas jouée.

D'autre part, comme le note le GCR, le PAGS (le PC algérien) a acquis une influence non négligeable au sein de l'appareil de l'UGTA. Or, toute la politique du PAGS est liée à l'étatisation de l'économie et aux fractions de la bourgeoisie qui bénéficient de cette étatisation. Sa remise en cause pourrait rejeter le PAGS dans l'opposition, il chercherait alors à utiliser l'UGTA et la pression ouvrière pour s'opposer à l'Infitah. Une telle situation pourrait effectivement permettre à certaines aspirations des travailleurs de passer par le canal de l'UGTA. Elle serait néanmoins grosse d'illusions : le PAGS ne ferait qu'utiliser les ouvriers comme masse de manoeuvre de sa politique étatiste, c'est-à-dire placerait la classe ouvrière à la remorque des intérêts de la fraction bourgeoise lésée par l'Infitah.

C'est ce qui s'est passé par exemple en Egypte après la "sadatisation". On a vu le PC égyptien prendre la tête de certaines luttes ouvrières, ou du moins les pousser, alors que pendant toute la période nassérienne, il s'était fait le chantre du "socialisme égyptien". En Yougoslavie, il semble également que certaines fractions de la bureaucratie bourgeoise titiste n'aient pas hésité à essayer de s'appuyer sur la classe ouvrière pour s'opposer aux tentatives de certaines fractions bourgeoises d'aller plus loin dans la voie de la libéralisation économique, de l'ouverture aux capitaux étrangers.

.../...

Dans de telles circonstances, le rôle des révolutionnaires est naturellement de dénoncer avec la plus grande clarté l'objectif des bureaucrates qui se donnent un air combatif pour essayer de récupérer leurs positions dans l'Etat. Bien que les analyses du GCR montre qu'il comprend au moins en partie ce jeu du PAGS et de la bureaucratie syndicale, il serait tout à fait incapable d'expliquer cette situation avec clarté dans la mesure où ce groupe s'engage lui-même sur le terrain de l'opposition à toute politique d'Infitah assimilée par lui à une politique "réactionnaire", alors que le capitalisme privé n'est ni plus ni moins réactionnaire que le capitalisme d'Etat, ni par définition plus néfaste pour la classe ouvrière. Les ouvriers doivent défendre leurs intérêts de classe indépendamment du fait qu' ils soient exploités par des capitalistes privés individuels ou des bureaucrates d'Etat.

Ceci dit, il faut souligner les limites du pronostic que nous pouvons faire sur la politique du PAGS et l'autonomisation de la bureaucratie syndicale. La politique du PAGS sera liée à d'autres facteurs comme l'attitude de la bourgeoisie à son égard et la politique étrangère de l'Etat algérien. Si on considère par exemple l'Egypte , on voit que le revirement du PC a été étroitement lié au passage de l'Egypte dans le camp des USA. On ne peut donc pas exclure que le PAGS modère son opposition à l'Infitah (s'il y a Infitah...) en cas de maintien de la politique étrangère actuelle de l'Algérie, et peut-être aussi de la conservation de ses postes dans l'appareil d'Etat. Sur ce plan non plus tout n'est pas joué.

- Prendre la tête de l'UGTA ?

Maintenant que nous avons vu comment s'inscrit le jeu de la bureaucratie syndicale entre les différentes forces bourgeoises, les limites de ses possibilités d'autonomisation, il apparait évident qu'il est tout à fait absurde d'imaginer que des révolutionnaires puissent prendre la tête de cet appareil!

Trotsky, dans le texte déjà cité, expliquait que la seule possibilité pour les syndicats d'échapper à la fusion avec l'Etat, était de devenir des syndicats révolutionnaires (c'est-à-dire des syndicats dirigés par des révolutionnaires se battant sur le programme de la révolution socialiste mondiale). Or, en fait, l'UGTA est déjà intégrée à l'Etat, ce n'est pas une organisation ouvrière qui aurait le choix entre diverses solutions ! Il n'existe d'ailleurs aucun syndicat révolutionnaire à l'échelle mondiale, dans quelque pays que ce soit, et ce n'est bien sûr pas le fruit du hasard. Car l'hypothèse de Trotsky était formulée dans le cadre d'une période révolutionnaire ou pré-révolutionnaire. Dans une telle période marquée par des affrontements de classe intenses, on ne peut en effet pas exclure que des révolutionnaires prennent la tête d'organisations, sur le plan local, conçues pour la défense immédiate des intérêts ouvriers (mais certainement pas de bureaucraties syndicales constituées). Le problème est que, justement, en dépit de la remontée des luttes en Algérie comme conséquence de la crise, nous ne sommes pas dans une telle période et c'est ce que ne comprend pas le GCR qui, comme l'ensemble du mouvement trotksyste n'a pas compris que nous sortons d'une longue période de contre-révolution et de prospérité du capitalisme mondial. Même si dans les capitalismes les plus faibles plus durement frappés par la crise peuvent éclater de violents soulèvements populaires ou même ouvriers, une véritable situation révolutionnaire donnant ses chances au prolétariat de s'emparer du pouvoir ne pourra apparaitre qu'après une longue maturation, des affrontements successifs qui auront permis à des

.../...

organisations ouvrières de se tremper.

Mais aujourd'hui, en l'absence de toute organisation ouvrière significative, comment un syndicat révolutionnaire pourrait-il apparaitre et bien plus encore comment des révolutionnaires qui n'existent pas - ou à une échelle infime - pourraient-il prendre la tête de l'UGTA ?

Soulignons également que l'existence possible pendant une brève période d'organismes de défense des intérêts immédiats des travailleurs dirigés par les révolutionnaires n'est qu'une hypothèse : si nous examinons les mouvements ouvriers qui se sont produits dans des Etats comparables à l'Algérie, nous voyons qu'ils se sont déroulés non seulement en dehors mais contre les appareils syndicaux étroitement intégrés à l'Etat, par exemple en Hongrie en 1956 ou en Pologne en 1956, 1971 et 1973. Le GCR lui-même cite d'ailleurs l'exemple en Algérie de la lutte des travailleurs de la SNS Kouba en 1974, qui ont boycotté les structures de l'UGTA.

- Quelle tactique et quelles perspectives pour les révolutionnaires par rapport à l'appareil syndical de l'UGTA ?

Notre analyse de l'intégration de l'UGTA à l'appareil d'Etat, des limites de ses possibilités d'autonomisation (qui ne sera jamais une autonomisation par rapport à la bourgeoisie, mais seulement par rapport à une de ses fractions), de l'impossibilité absolue d'en prendre la tête pour la transformer en appareil au service de la classe ouvrière, ne signifie en aucune façon que nous renonçons à tout travail, non seulement de défense des intérêts immédiats des travailleurs, mais éventuellement dans ses rangs.

Pour être "crédible", un syndicat même étroitement intégré à l'Etat comme l'UGTA doit en effet jouer auprès des travailleurs un jeu qui peut laisser quelque marge de manoeuvre aux militants ouvriers révolutionnaires. Ces marges peuvent varier d'une entreprise à l'autre, du secteur privé au secteur d'Etat, etc.. La participation aux structures de base de l'UGTA peut aussi présenter certains avantages du point de vue de la protection contre la répression. Dans certaines entreprises, si des ouvriers combatifs se sont regroupés dans le cadre du syndicat, les révolutionnaires n'ont pas non plus de raison de les laisser en tête à tête avec les bureaucrates.

Pour être en mesure d'apprécier toutes ces possibilités tactiques, il faudrait disposer d'une vaste expérience que nous reconnaissons volontiers ne pas avoir et qu'aucun groupe révolutionnaire marxiste n'a aujourd'hui en Algérie à notre avis. Ces questions demeurent donc en grande partie ouvertes.

Il existe néanmoins, en dehors de toutes considérations tactiques, des positions de principe que nous entendons défendre en particulier contre le GCR :

- Nous devons dénoncer sans concession toutes les illusions des travailleurs sur l'UGTA et mettre en évidence systèmatiquement son rôle d'encadrement de la classe ouvrière, combattre les illusions sur la possibilité de la transformer, etc...
- Nous devons dénoncer tout particulièrement les bureaucrates "de gauche" ou du PAGS qui peuvent répandre des illusions sur leurs objectifs, alors qu'ils ne cherchent qu'à utiliser l'action ouvrière à leurs fins propres.
- Si les révolutionnaires peuvent envisager de participer à des organismes syndicaux de base (tout en s'efforçant de mettre au point une intervention

.../...

une intervention leur permettant d'éviter de cautionner pour autant la bureaucratie), ils ne peuvent envisager de prendre des postes dans l'appareil. Il est permis à ce propos de se demander ce qu'entend le GCR quand il écrit (Et Talia, juin 1979):
"L'appareil (de l'UGTA) s'est renouvelé laissant parfois s'infiltrer de véritables représentants des travailleurs ".
Qui sont ces "véritalbes représentants" ? Des militants du GCR, des membres du PAGS ? De simples travailleurs combatifs ? S'il s'agit de membres du GCR, cela signifie que celui-ci entend mener une politique d'infiltration dans les appareils chère aux trotkystes de la IVème IC-S.U. en dehors de tout appui et de tout contrôle des ouvriers. S'il s'agit de travailleurs combatifs, ils ne peuvent à terme qu'être "récupérés" par l'appareil. Car l'attribution de privilèges aux responsables syndicaux n'est pas une politique particulière de la bourgeoisie algérienne comme le semble le croire le GCR, mais une donnée fondamentale de l'intégration des syndicats.

- Enfin, pour nous, les méthodes de lutte que nous entendons proposer à la classe ouvrière sont étroitement liées à la conception que nous avons de la révolution socialiste et du pouvoir ouvrier. Nous ne pensons pas qu'il suffise aux révolutionnaires de s'infiltrer à la tête de l'UGTA (même si cela était possible...) et de diriger la lutte par une habile politique manipulatrice. La classe ouvrière doit s'éduquer et se préparer à exercer son pouvoir avec ses propres organes, les conseils ouvriers, en se donnant déjà dès maintenant dans chaque lutte des organismes démocratiques permettant à tous les travailleurs de participer, de contrôler : des comités de grève élus, révocables qui ne se confondent pas avec l'appareil syndical, même si des militants syndicaux peuvent participer. Nous devons savoir que la mise sur pieds de tels organismes est nécessairement antagonique aux intérêts de la bureaucratie syndicale, qui veut conserver le monopole du contrôle de la classe ouvrière.

Il est donc clair que la politique que prône le GCR est erronée. Elle comporte par ailleurs "l'inconvénient" de faire des militants de ce groupe les rabatteurs de gauche de la bureaucratie syndicale...

INTERNATIONAL

La barbarie du capitalisme

Le Cambodge connait actuellement une famine prodigieuse. 2 millions de Cambodgiens vont mourir de faim et de maladie dans les mois à venir, si rien n'est fait. Le riz des rizières n'a même pas été semé cette année, empêché par l'offensive du Vietnam.

Trois millions de femmes, d'hommes et d'enfants ont déjà été exterminés (de 7 millions, ils ne sont plus que 4 !), et leurs cadavres pourrissent dans des charniers ou des fosses communes. Ceux qui restent sont parqués dans des camps de travail, à la discipline militaire, et se nourrissent de feuilles et de racines, quand ils en trouvent . Les familles sont séparées, les orphelins se comptent par milliers, et les villages décimés. Des villes entières ont été détruites, telles que Pnom Phen. La grande masse des enfants de moins de 5 ans n'ont pas survécu à la famine.

L'industrie, déjà quasi inexistante après tant d'années de guerre, a pratiquement cessé . Le pays n'est plus qu'un vaste champ de batailles, où s'affrontent le reste de l'armée des Khmers rouges, qui tente de survivre dans le maquis, et l'armée vietnamienne, une des armées les plus mal nourries du monde.

La population restante, quant à elle, tente de fuir vers la Thailande, qui héberge déjà 100 000 Cambodgiens dans des camps, et aux frontières de laquelle les attendent des vivres et des secours de la Croix-rouge internationale (tout relatifs d'ailleurs).

C'est donc d'un véritable génocide qu'il s'agit, provoqué par la guerre du "sous-impérialisme" vietnamien pour contrôler le Cambodge et le Laos, même si cela doit passer par la destruction quasi totale de ces pays. A cela s'ajoute la dictature féroce des Khmers rouges et de Pol Pot soutenus par la Chine, qui sévit depuis plusieurs années et qui, à force d'exactions, a fini par laisser son pays exangue et ruiné. Mais cette exploitation forcenée et suicidaire du peuple cambodgien ne date pas de l'intervention vietnamienne il y a un an, ni même de la prise du pouvoir par les Khmers rouges il y a cinq ans. Ces deux pays bourgeois, dans leurs rivalités sanglantes pour dominer la région, n'ont fait que perpétrer la saignée à blanc des travailleurs cambodgiens. Cette situation remonte à plus loin.

Si l'économie est détruite, si les petits paysans sont ruinés, si les familles meurent en masse, c'est aussi et avant tout l'impérialisme français d'abord, et l'impérialisme américain qui en sont les principaux acteurs dans leurs menées colonialistes.

La France et les USA, en effet, pour faire du Vietnam et de

.../...

la péninsule indochinoise leur terrain de chasse économique, avaient été les premiers à décimer ces peuples et à détruire leurs pays aux bombes et au napalm. Aussi est-il particulièrement révoltant et révèlateur de voir aujourd'hui les impérialismes occidentaux verser des larmes hypocrites sur ce génocide, eux qui ont fait pire il n'y a pas si longtemps et au même endroit, - et vouloir donner des leçons d'"humanité" aux dictateurs de la région !

Ces évènements terribles doivent faire comprendre aux travailleurs du monde entier, de quoi sont capables aussi bien les impérialismes que les dictatures féroces, comme celles du Cambodge ou du Vietnam, pour défendre leurs intérêts !

CENTRAFRIQUE

L'impérialisme français aux commandes

Le 20 septembre, l'empire de Bokassa était renversé. En d'autres termes, la France décidait de retirer son soutien au régime centrafricain, trop corrompu pour ne pas risquer de compromettre le gouvernement français.

Dès lors, la politique de Centrafrique se règlait à Paris : l'Etat français montait de toutes pièces un coup d' Etat contre Bokassa, alors que celui-ci se trouvait en Lybie. La France propulsait David Dacko (ancien chef d'Etat que Bokassa avait lui-même renversé) au pouvoir, elle refusait à Bokassa l'asile politique, et elle emmenait Dacko en Transall en Centrafrique le jour même du coup d'Etat, pour qu'il prenne la place de chef d'Etat laissée vide... De même, pour soutenir Dacko, la France envoyait des Transall, Hercules et DC 8 remplis de paras et de légionnaires à Bangui.

Bref, l'intervention de la France dans ce coup d'Etat était on ne peut plus claire.

Et ce n'est pas un hasard.

Les intérêts économiques de la France, et de la famille Giscard d'Estaing en particulier, en Centrafrique sont très importants. Il

.../...

est donc tout à fait dans la logique de la bourgeoisie française de mettre ou de démettre des pantins à sa solde à la tête de ce pays, selon que ses intérêts sont plus ou moins bien servis.

Depuis la colonisation jusqu'à l'indépendance de 1960, l'ex-Oubangui-Chari était déjà un terrain de prédilection pour de grosses compagnies capitalistes françaises : de grandes concessions étaient acquises à la bourgeoisie française, et les principales richesses du pays étaient dans ses mains : le café, le coton, le bois, la bière, le tabac, etc..

Au début du siècle déjà, le père de Valéry Giscard d'Estaing dirigeait la compagnie Forestière Sangha-Oubangui. Aujourd'hui, ce sont les groupes Agache-Willot qui contrôlent le coton, la SEITA pour le tabac, Bois-Déroulé-Océan pour les forêts, et la MOCAF pour la bière (2ème chiffre d'affaires du pays).

Sans parler des richesses minières. Outre les mines de diamants, les réserves d'uranium non encore exploité en Centrafrique sont évaluées à 15 000 tonnes. Un certain nombre de compagnies (dont le CEA dirigé par le cousin de Giscard, et le CFMU du groupe Rotschild) sont sur l'affaire et déjà majoritaires.

La France est le premier partenaire commercial de la Centrafrique : 54 % des importations à Bangui viennent de France, et 44 % des exportations vont vers la France.

On comprend dès lors que la bourgeoisie française n'a aucune envie de perdre le bénéfice de ses richesses, d'autant qu'il n'existe pas actuellement en Centrafrique de force bourgeoise ou petite-bourgeoise capable de représenter un frein pour elle, ni même de gouverner de façon indépendante politiquement, et de conserver une certaine marge de manoeuvre vis-à-vis de l'impérialisme.

Aussi l'impérialisme français peut-il manoeuvrer ses pions en Afrique : en Mauritanie, au Tchad, au Gabon, au Zaïre et en Centrafrique, c'est lui qui mène le jeu. Mais cette expérience n'est pas négative pour le mouvement ouvrier africain naissant : il comprendra que sa bourgeoisie corrompue travaille main dans la main avec l'impérialisme, et que l'"indépendance" nationale est tout à fait illusoire de nos jours pour des pays aussi "sous-développés". C'est pour leur prise du pouvoir que les travailleurs d'Afrique devront se battre et s'organiser, s'ils veulent lutter pour leurs intérêts réels !

QUI SOMMES-NOUS ?

Ce bulletin ronéoté est la publication de l'Organisation Communiste Révolutionnaire Internationaliste d'Algérie. Il se veut un trait d'union entre la réalité que vivent les travailleurs au pays, et dans l'immigration.

Il se veut aussi un moyen de contact avec les camarades qui se fixent les mêmes objectifs que nous.

- Notre but est la destruction de l'Etat bourgeois, l'instauration de la dictature du prolétariat, et l'abolition de l'esclavage salarié. La dictature de la classe ouvrière, à la tête des paysans pauvres et des travailleurs agricoles doit être l'instrument du renversement systématique de la classe exploiteuse. Elle n'a rien de commun ni avec le capitalisme d'Etat, -solution de survie pour le Capital -, ni avec la fausse démocratie bourgeoise, - cette forme hypocrite de la domination des capitalistes -, avec son égalité formelle.

Mais les conseils ouvriers, manifestation directe de la démocratie prolétarienne, sont l'image concrète du pouvoir des travailleurs.

- L'organisation des révolutionnaires doit jouer un rôle moteur dans la généralisation des luttes contre le Capital, et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

- Les travailleurs n'ont pas de patrie. Les frontières sont le cadre de leur exploitation. La société communiste ne peut se construire dans un seul pays. L'émancipation des travailleurs exige l'unité internationale des prolétaires, et la conscience de leurs intérêts de classe, par delà les limites nationales. Il n'y a pas actuellement de pays socialiste au monde.

- Il est nécessaire, pour nous démarquer de certains courants maoistes, stalinions et réformistes de toute teinte, de souligner que la révolution communiste ne pourra se réaliser que sous la direction du prolétariat, et qu'une lutte de libération nationale ne saurait remplacer une révolution prolétarienne, cette dernière réalisant seule les intérêts de classe du prolétariat.

"QUE LES CLASSES DOMINANTES TREMBLENT
DEVANT UNE REVOLUTION COMMUNISTE.
LES PROLETAIRES N'ONT RIEN A PERDRE
QUE LEURS CHAINES,
ILS ONT UN MONDE A GAGNER".

("Le Manifeste Communiste").